

Unité départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Lille, le 14 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LABORATOIRE DES PRODUITS HYODALL

4 allée des Erables
59980 BERTRY

Références : 2022-V1-110

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement LABORATOIRE DES PRODUITS HYODALL implanté 4 allée des Erables 59980 BERTRY. L'inspection a été annoncée le 01/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRE DES PRODUITS HYODALL
- 4 allée des Erables 59980 BERTRY
- Code AIOT dans GUN : 0007003478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société LABORATOIRES DES PRODUITS HYODALL est spécialisée dans la fabrication d'éponge et de « gels et mèches » désodorisants.

La société HYODALL a été autorisée par arrêté préfectoral du 14 avril 2006 à exploiter une unité de fabrication de produits désodorisants sur la commune de Bertry.

A ce jour, les LABORATOIRES DES PRODUITS HYODALL exercent les activités principales suivantes :

- fabrication de produits désodorisants destinés aux espaces de vie sous plusieurs formes (gels désodorisants en pots, sticks ou mèches),
- fabrication d'éponges et produits abrasifs destinés à l'entretien.

Implantée au sein d'une zone industrielle regroupant jusqu'alors plusieurs sociétés indépendantes, dans le cadre du plan de développement de l'entreprise, les activités de HYODALL occupent aujourd'hui l'ensemble de la zone d'activité.

Une procédure de régularisation administrative est en cours pour ce site liée à des modifications substantielles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 avril 2006 dans le cadre des suites de la visite du 7 juin 2018,
- instruction du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cette visite a également été l'occasion de faire un point sur l'instruction en cours du dossier de

demande d'autorisation. Elle a permis de mettre en évidence des écarts par rapport à ce dossier. Les points les plus importants sont un rejet canalisé atmosphérique non mentionné dans le dossier (collage à chaud) et des configurations de stockage différentes dans les entrepôts dans la réalité par rapport au dossier. Ces écarts ont été portés à la connaissance de l'exploitant par courriel du 28 février 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection(1)
Relevé des compteurs d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 8.3	Non conformité	Mise en demeure, respect de prescription
Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 26	/	Mise en demeure, respect de prescription
Traitement et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 28.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Comptabilité-autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 29	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 9.2	/	Sans objet
Rétention – volume	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 9.4.1	Non-conformité	Sans objet
Rétention – conception	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 9.4.2	/	Sans objet
Valeurs limites de rejets eau	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 13.1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
rejets eau	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 12.1	/	Sans objet
Transmissions des résultats de surveillance	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 15.3	/	Sans objet
valeurs limites de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 20.3	/	Sans objet
Rejet diffus	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 21	/	Sans objet
nature et caractérisation des déchets produits	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 27	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un turn-over important de la direction et du responsable HSE, l'Inspection n'a pas constaté beaucoup d'évolution sur le suivi du site par rapport à la visite de 2018. Le nouveau directeur est arrivé en janvier 2022 et la responsable HSE à l'été 2021. Néanmoins, depuis la visite, l'exploitant fait preuve de bonne volonté et met tout en oeuvre pour respecter les prescriptions qui lui sont applicables.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Relevé des compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 8.3
Thème(s) : Autre, eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : L'Inspection a observé le relevé électronique de 2 compteurs d'eau. Celui-ci est réalisé de façon hebdomadaire. Par courriel du 3 mars 2022, l'exploitant a indiqué que les relevés seront réalisés à partir de cette semaine tous les jours et inscrit dans un fichier de suivi (un modèle de relevé journalier sur le mois de mars a été fourni). L'absence de relevé journalier avait déjà été constaté en 2018. Néanmoins, cette fréquence est élevée au vu de la consommation d'eau qui est de l'ordre de 150 m3/semaine, soit moins de 100 m3/j sur la base de sa consommation actuelle (critère de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 9.2
Thème(s) : Autre, eau
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques... Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi qu'à celle des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection un plan intitulé "plan de principe des réseaux enterrés étendu aux 35 mètres au-delà des limites de propriété" daté du 28/08/2019. Ce plan montre notamment le tracé des réseaux. Les autres informations devant figurer au plan sont difficilement vérifiables de part notamment l'absence de légende.
L'exploitant justifiera de l'exhaustivité des éléments demandés sur le plan par notamment l'ajout d'une légende.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention – volume

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 9.4.1
Thème(s) : Autre, eau
Prescription contrôlée : Volume Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes. 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitements des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres).
Constats : En 2018, un stockage de bases et d'acides était stocké sans rétention individuelle, mais associé à la rétention générale. Lors de la visite de 2022, ces stockages étaient associés à des rétentions individuelles. L'Inspection a constaté la présence de 14 cubitainers de 1m ³ d'antigel stockés en extérieur sans rétention. L'exploitant a indiqué que cet antigel avait été livré le jour même dans le cadre des travaux de sprinklage. Par courriel du 3 mars 2022, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que le stockage d'antigel a été renvoyé au prestataire dans l'attente de la finalisation des travaux de la cuve d'eau destinée au sprinklage. L'exploitant a fourni une photographie de la zone où était stocké l'antigel. Cette dernière montre que l'antigel n'est plus présent. L'exploitant a indiqué que les bâtiments I et J disposaient d'une rétention de bâtiment. Lors de la visite, l'inspection a indiqué à l'exploitant de justifier que les rétentions sont suffisamment dimensionnées par rapport aux différents stockages présents. Par courriel du 3 mars 2022, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que la rétention du bâtiment I (zone de préparation) est directement reliée par des tuyauteries à la cuve enterrée de 30m ³ . Le stockage des produits chimiques du bâtiment J est entièrement mis sous rétention, elle-même reliée à la cuve enterrée. Le stockage présent sur la zone de préparation, dont cuves de préparation, est de 20m ³ et le stockage du bâtiment J est de 8m ³ . Dans le local de chauffe HRE du bâtiment J, du liquide épandu est présent au droit des rétentions présentes. Lors de la visite, l'inspection a indiqué à l'exploitant que les rétentions utilisées dans le local de chauffe HRE du bâtiment J sont à contrôler et si nécessaire à remplacer car des liquides sont présents au droit des rétentions. Par courriel du 3 mars 2022, l'exploitant a indiqué que les rétentions du local ont été vérifiées par la maintenance et le nettoyage est prévu en fin de semaine.
Observations : L'exploitant justifiera le volume de la cuve enterrée de 30 m ³ . La zone de stockage en rack du bâtiment J ne disposant de rétention que pour le niveau 0, l'exploitant justifiera que les stockages sur les niveaux supérieurs du rack sont associés à la rétention enterrée de 30 m ³ . La rétention du niveau 0 ne peut pas être utilisée pour le niveau 1 du rack.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention – conception

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 9.4.2
Thème(s) : Autre, eau
Prescription contrôlée : Conception ... Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. La traversée des capacités de rétention par des canalisations transportant des produits, incompatibles avec ceux contenus dans les réservoirs ou récipients situés dans ladite capacité de rétention, est interdite.
Constats : L'exploitant justifiera que les produits liquides stockés en dehors des rétentions individuelles dans les bâtiments I et J qui, par un écoulement se retrouveraient dans la même rétention, sont compatibles entre eux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 12.1
Thème(s) : Autre, eau
Prescription contrôlée : Le déversement des eaux dans le bassin de la zone industrielle doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par le gestionnaire du bassin. Le raccordement à la station d'épuration de LE CATEAU doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par la collectivité LE CATEAU, telle que prévue à l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique.
Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection sa convention de raccordement au réseau public d'assainissement pour ses eaux pluviales et des eaux sanitaires datée du 22 octobre 2020. Cette convention est valable 10 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 13.1.2
Thème(s) : Autre, eau
Prescription contrôlée : 13.1. - Eaux du rejet n°1 13.1.2. - Substances polluantes Le rejet des eaux à la sortie de l'usine doit respecter les valeurs suivantes CONCENTRATIONS (en mg/l) MES : 35 DCO : 15 DBO ₅ : 10 Hydrocarbures totaux : 5 La température des effluents rejetés est inférieure à 30° C et leur pH est compris entre 6.5 et 8.5 La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l. La concentration en chlorures dans le milieu récepteur devra être inférieure ou égale à 200 mg/L.
Constats : L'Inspection a tenu à la disposition de l'Inspection le rapport de mesure des eaux pluviales de CERECO de juin 2020. Ce rapport indique les résultats suivants: MES : <2 mg/l DCO : 34 mg/l DBO ₅ : 5,2 mg/l Hydrocarbures totaux : < 0,2 mg/l Température : de 17.6°C à 19.5°C pH : 8.4 Coloration : 6 mg Pt/l Chlorures : 43 mg/l. Les résultats montrent un dépassement du paramètre DCO. L'exploitant recherchera les causes de ce dépassement et mettra en œuvre les actions qui en découlent. Par courriel du 3 mars 2022, l'exploitant a indiqué que de nouvelles mesures vont être réalisées. et que des pistes d'amélioration seront recherchées si ce dépassement est à nouveau observé.
Observations : L'exploitant justifiera sous 1 mois du respect des valeurs limites imposées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmissions des résultats de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 15.3
Thème(s) : Autre, eau
Prescription contrôlée : Transmissions des résultats de surveillance Un état récapitulatif des résultats de la surveillance sera transmis annuellement à l'inspection des installations classées ainsi qu'au service chargé de la police des eaux pour le rejet au milieu naturel.
Constats : L'exploitant ne transmet pas les résultats des mesures réalisées. Par courrier du 3 mars 2022, l'exploitant a indiqué que les rapports qui n'avaient pas été transféré ont été envoyés en début de semaine.
Observations : L'exploitant doit s'organiser pour transmettre ses résultats d'analyse annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : valeurs limites de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 20.3
Thème(s) : Autre, air
Prescription contrôlée : Les valeurs limites des rejets atmosphériques des chaudières sont les suivantes : NOx < 200 mg/Nm3 SO ₂ < 170 mg/Nm3 Poussières < 50 mg/Nm3 Valeurs ramenées à une concentration de 3% d'O ₂
Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection le rapport de KALI'AIR de janvier 2019 de mesures des rejets du conduit n°3. Les résultats sont les suivants: poussières: 0,21 mg/Nm3 SO ₂ : 0,38 mg/Nm3 CO: 12,3 mg/Nm3 NOx: 120 mg/Nm3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejet diffus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 21
Thème(s) : Autre, air
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion de solvants relatif à l'alcool éthylique et aux parfums. Ce plan sera transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan de gestion 2020 a été tenu à la disposition de l'Inspection. Il avait été transmis via l'application GEREP. Le plan de gestion 2021 n'est pas encore réalisé. Le délai pour la déclaration GEREP n'est pas échu à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 26
Thème(s) : Autre, bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements prévus à l'article précédent
Constats : Les dernières mesures ont été réalisées en juin 2014 et en février 2018. La fréquence de mesure triennale n'est pas respectée. Par courriel du 3 mars 2022, l'exploitant a indiqué qu'un devis a été réalisé pour la réalisation des mesures acoustiques (devis mesures acoustiques), qu'un bon de commande est en cours de réalisation et que l'intervention sera programmée prochainement.
Observations : L'exploitant réalisera une mesure de bruit sous un délai maximal de 3 mois et mettra en place les mesures nécessaires pour respecter la fréquence imposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : nature et caractérisation des déchets produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 27
Thème(s) : Autre, déchets
Prescription contrôlée : ... Les déchets, à l'exception des déchets banals, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et, dans le cas de déchets solides, boueux ou pâteux éliminés en centres de stockage ou valorisés en travaux publics, par un test de lixiviation selon les normes en vigueur figurant en annexe. Cette caractérisation est renouvelée au minimum tous les deux ans, et après tout changement de procédé. Les analyses effectuées dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable d'un déchet sur son site d'élimination
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de caractérisation de ses déchets dangereux. Par courriel du 3 mars 2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection les analyses effectuées par son prestataire déchets dangereux (Analyse Eaux polluées de 2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise. A cette fin, il se doit, successivement de limiter à sa source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication, de s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physicochimique, détoxification ou voie thermique, de s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection une procédure qualité N° PR 51 GESTION DES DECHETS ET PRODUITS DEFECTUEUX du 4 avril 2005. Cette procédure ne répond pas aux dispositions de cet article. En effet, celle-ci est très succincte et ne traite pas de la collecte, du tri, du conditionnement, du transport et du mode d'élimination.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Comptabilité- AUTOSURVEILLANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Il est tenu un registre, éventuellement informatique, sur lequel sont reportées les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- codification selon la liste des déchets figurant à l'annexe II du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets- type et quantité de déchets produits- opération ayant généré chaque déchet- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation- lieux précis de valorisation du déchet, en cas de valorisation en travaux publics. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées chaque année avant fin janvier un bilan annuel récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus avec une distinction explicite des déchets d'emballage.
Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection lors de l'Inspection un registre déchets élaboré par SUEZ concernant les déchets que la société prend en charge, à savoir les déchets non dangereux. Par courriel du 28 février 2022, l'exploitant a fourni à l'Inspection un registre déchets élaboré par ARF. Dans les deux documents, il manque l'opération ayant généré le déchet. Un bilan annuel est transmis via l'application GEREP. Le délai du 31 janvier de l'année N+1 n'est pas respecté. Ce bilan ne contient pas toutes les informations demandées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription